

L'UDC se lance en campagne électorale «seule contre tous»

> Congrès Le parti de Christoph Blocher prétend être le seul à défendre les valeurs suisses

> Le PDC est qualifié d'«ennemi» par Céline Amaudruz

Yves Petignat

Sûre d'elle-même, intransigeante, l'UDC s'est présentée, samedi, pour son assemblée des délégués consacrée au programme de législation, à Nottwil, dans le canton de Lucerne, comme le seul parti à défendre les valeurs, la souveraineté et la neutralité de la Suisse. C'est donc une UDC seule contre tous que son président, Toni Brunner, a lancée dans la campagne électorale.

Au point que la conseillère nationale genevoise Céline Amaudruz, grisée par l'ambiance générale, a pu parler d'«ennemis» en évoquant «la conseillère fédérale Doris Leuthard, le PDC et le soi-disant centre bourgeois».

On ne sait pas comment d'«ennemi» Christophe Darbellay, président du PDC, se présentera en début de session parlementaire

devant son homologue Toni Brunner pour discuter, avec son collègue du PLR Philipp Müller, d'un front commun des partis «du soi-disant centre bourgeois» pour un programme de dérégulation contre le franc fort. Mais déjà, dans la presse dominicale, le conseiller national valaisan a averti qu'il attendait des concessions de la part de la droite nationale. «Je tiens à préciser une chose: nous ne venons pas pour simplement approuver le programme de l'UDC», a-t-il prévenu dans la NZZ am Sonntag.

Selon lui, il est important de saisir les opportunités offertes par une telle réunion. «Nous voulons de bonnes conditions-cadres pour l'économie.» Mais les relations avec l'Europe sont tout aussi importantes, selon Christophe Darbellay. «J'attends ici des concessions de l'UDC. L'alliance bourgeoise n'est possible qu'à ce prix-là», selon lui.

Christophe Darbellay et Philipp Müller auront fort à faire pour obtenir des concessions de la part de l'UDC sur les relations avec l'UE et sur l'application de l'article constitutionnel «Contre l'immigration de masse». Car ce sont deux des points centraux du programme de l'UDC sur lesquels aussi bien les leaders de la droite nationale que les délégués se sont montrés intransigeants, samedi.

A en croire Christoph Mörgeli, responsable de la rédaction du

programme politique de l'UDC, «l'indépendance, la démocratie directe, la neutralité et le fédéralisme sont les piliers qui garantissent la liberté et la prospérité du pays». Mais, «hormis l'UDC, tous les autres partis minent et détruisent ces piliers. Ils poussent la Suisse sous la domination étrangère, c'est-à-dire vers l'adhésion à l'UE; ils veulent imposer du droit et des juges étrangers... ils méprisent le fédéralisme... l'UDC est le seul parti à défendre sans concession la démocratie directe.»

«La Suisse glisse vers la médiocrité sous la conduite d'un Conseil fédéral à majorité de gauche»

Souveraineté, neutralité, démocratie directe, refus de tout rapprochement de l'UE, politique envers les étrangers restrictive, notamment en matière d'asile, opposition à toute nouvelle augmentation de taxes et impôts, l'UDC reste fidèle aux grands axes de ses programmes antérieurs.

Elle dénonce l'intention cachée de la Berne fédérale de ne pas appliquer la décision du peuple du 9 février sur l'immigration de masse. Dès lors, l'UDC entend rester, selon son président Toni Brunner, «la force politique la

plus fiable et la plus sérieuse de Suisse».

Si sur le fond rien ne change, c'est dans le ton que le premier parti de Suisse est monté de quelques crans. Pas d'arguments nouveaux chez son leader charismatique Christoph Blocher, qui a une fois de plus déploré «le glissement de la Suisse vers la médiocrité sous la conduite d'un Conseil fédéral et d'un parlement de gauche».

Mais l'ancien conseiller fédéral s'en est pris vivement à ses successeurs du gouvernement coupables de sacrifier la souveraineté de la Suisse et de restreindre la liberté d'action du pays en espérant la conclusion d'un accord-cadre avec l'UE.

Même si les délégués ont refusé une proposition valaisanne de supprimer la loi sur l'asile pour revenir à une liberté pour la Suisse d'accueillir qui elle veut, ce dossier restera l'un des thèmes centraux de la campagne électorale.

Comme une politique de marginalisation des musulmans de Suisse. Car, a justifié Oskar Freysinger dans un discours tranchant, l'immigrant musulman, «déboussolé finit par se référer au Coran pour justifier son échec. Son constant vacillement entre folie des grandeurs et complexe d'infériorité alimente sa frustration et finit par aboutir à une folie destructrice comme en janvier à Paris et en février à Copenhague.»

«L'islam n'est pas une religion de paix»

> Pour le magistrat valaisan, l'islam est hostile à notre ordre juridique

Le Temps: Le ton de l'UDC est très affirmé, sûr de soi, voire dur. On est loin de la concordance ou du consensus de la culture politique suisse.

Oskar Freysinger: Face à la situation



très difficile que la Suisse doit affronter, dans un monde qui change, il faut afficher des positions

fermes. Il faut revenir aux valeurs fondamentales, notamment celle d'une Suisse souveraine qui affirme ses valeurs. Quand on voit que nos adversaires, même du centre gauche, s'allient aux socialistes pour nous amener à une adhésion à l'UE par la bande, avec une reprise dynamique du droit européen, j'estime que c'est une trahison. L'adversaire principal de nos valeurs, c'est la gauche qui aspire même le centre droit. Nous sommes en début de campagne électorale, il faut afficher clairement nos principes, nous devons avoir un profil tranché, clair, identifiable pour les citoyens. C'est la base du succès.

– Vous avez eu, personnellement, un discours d'exclusion face à l'islam. Vous refusez la reconnaissance de communauté d'intérêt public à des organisations qui respecteraient le droit suisse. Pour vous, l'islam en

tant que tel est incompatible avec notre ordre juridique?

– Je me base sur un arrêt de la Cour des droits de l'homme qui a clairement statué que la charia était incompatible avec les droits de l'homme...

– La charia, certes, mais l'immense majorité des musulmans de Suisse ne demande pas son application

– Quand on reconnaît un mouvement religieux, on reconnaît aussi son texte de base. La charia est un texte fondateur de l'islam. Que la grande majorité des musulmans se distancie de l'application à la lettre de la charia, je l'admets. Or il ne s'agit pas de reconnaître des individus, mais des organisations dont certaines sont dans la zone grise par rapport à notre Etat de droit.

– Ce discours d'exclusion ne va-t-il pas marginaliser davantage les musulmans de Suisse et donc renforcer le communautarisme?

– Éviter que la majorité silencieuse et modérée des musulmans ne soit plus prise en otage par ce carcan de gens subventionnés par les salafites et les wahhabites ne peut que renforcer l'intégration. Je ne suis pas d'accord de dire que dans ses textes fondamentaux l'islam est une religion de paix et d'amour. La preuve en est donnée dans le monde entier. C'est absolument contraire à la doctrine fondamentale de cette religion. Que des musulmans se comportent bien, je veux bien le croire. Mais la doctrine elle-même est une doctrine de conquête. Elle est, dans son essence même, violente vu ses racines historiques. Y.P.

PUBLICITÉ

BMW Premium Selection
Occasions de référence
www.bmw-premiumselection.ch

BMW PREMIUM SELECTION

3,9% PLUS PRÈS DE LA VOITURE DE VOS RÊVES.

JUSQU'AU 30 AVRIL 2015 SEULEMENT: UN TAUX DE LEASING À 3,9% OU UN BON D'ACHAT POUR ACCESSOIRES DE CHF 1100.– DÈS MAINTENANT SUR TOUTES LES OCCASIONS DE RÉFÉRENCE BMW PREMIUM SELECTION.

Exemple de leasing: voiture d'occasion BMW 118i Premium Selection, prix au comptant: CHF 32 900.–, 1^{re} mise en circulation: 13.5.2014, 12 701 km, 3 portes, 125 kW (170 ch), 1598 cm³, premier acompte sur leasing: 20% du prix au comptant, durée: 48 mois, 10 000 km/an, taux d'intérêt annuel nominal: 3,9% (eff. 3,97%), mensualité: CHF 326.–. Action de leasing valable jusqu'au 30.4.2015 (livraison du véhicule au client jusqu'au 9.5.2015) pour occasions de référence sélectionnées. Une offre de BMW Services Financiers (Suisse) SA. Pour une offre concrète, veuillez vous adresser à votre partenaire BMW Premium Selection. Données valables au moment de l'impression. Tous les prix sont indiqués TVA 8% incluse. Assurance casco complète obligatoire en sus. L'octroi d'un crédit est interdit s'il entraîne le surendettement du consommateur.